Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

1er mars 2005
N°276 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

PROPAGANDE ANTITERRORISTE

Les attentats de Casablanca

La vague d'attentats kamikazes qui a endeuillé le Maroc, le 16 mai 2003, a été présentée comme une opération conçue par Abou Moussab Zarquaoui pour les réseaux Al-Qaïda. Le royaume chérifien aurait rapidement arrêté les complices, les aurait jugés et condamnés, sauvant ainsi son processus démocratique. Une thèse taillée en pièces par le professeur Omar Mounir qui relève, dans un récent ouvrage, les incohérences de la version officielle. En réalité, les attentats pourraient être liés à la question saharaouie et auraient été utilisés par la monarchie pour museler un parti islamiste que tous donnaient gagnant aux élections municipales imminentes.

page 2

Escalade des menaces contre la Syrie

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Danielle Pletka de l'American Enterprise Institute franchit un pas. Dans le *Los Angeles Times*, elle réclame non seulement de chasser la Syrie hors du Liban, mais aussi de chasser le président Bachar El-Assad de Syrie, sous prétexte que sa religion y est minoritaire. Mais Dov S. Zakheim et Charles Edel admettent dans le même quotidien que ce sont avant tout les intérêts U.S. qui remodèlent la région.

page 10

REPÈRE : 1ER MARS 1562

Les guerres de religion débutent à la grande de Wassy

Le 1er mars 1562, François duc de Guise découvre en voyageant vers Paris 200 huguenots en prière dans un grande de Champagne, à Wassy. Considérant que la réforme religieuse met en cause la monarchie catholique de droit divin, il les tue tous. Ce massacre, qui fait suite à celui des conjurés d'Amboise, ne restera pas sans réponse. Le prince de Condé accuse les Guise de prendre le roi en otage et de semer la terreur. Il prend les armes contre eux. C'est le début des guerres de religion. Les deux camps se réclament du roi : les catholiques défendent la religion d'État, tandis que les protestants défendent le roi de l'influence sectaire des Guise. ■

Quand CNN affirmait qu'aucun avion ne s'était écrasé sur le Pentagone

Le journaliste de CNN spécialisé dans les questions militaires Jamie McIntyre, qui possède un bureau au Pentagone et se trouvait sur place le matin du 11 septembre 2001, rapporte face à la caméra ses premières impressions après une inspection visuelle méticuleuse du lieu de l'impact. Voici la séquence vidéo de son témoignage à chaud, sa transcription et la traduction française de cette transcription.

page 20

Propagande antiterroriste

Les attentats de Casablanca

La vague d'attentats kamikazes qui a endeuillé le Maroc, le 16 mai 2003, a été présentée comme une opération conçue par Abou Moussab Zarquaoui pour les réseaux Al-Qaïda. Le royaume chérifien aurait rapidement arrêté les complices, les aurait jugés et condamnés, sauvant ainsi son processus démocratique. Une thèse taillée en pièces par le professeur Omar Mounir qui relève, dans un récent ouvrage, les incohérences de la version officielle. En réalité, les attentats pourraient être liés à la question saharaouie et auraient été utilisés par la monarchie pour museler un parti islamiste que tous donnaient gagnant aux élections municipales imminentes.

Le 16 mai 2003, le Maroc est secoué par une vague d'attentats sans précédent. Par une série de cinq attaques quasi-simultanées dans la ville de Casablanca, le royaume est soudainement touché par le « terrorisme international ». L'opération fait une quarantaine de morts et une centaine de blessés. Immédiatement, le pouvoir adopte une législation antiterroriste jusque-là soumise à une forte opposition, et incarcère un grand nombre d'opposants politiques issus des mouvements islamistes. Ces mesures légitimes et appropriées sont d'une efficacité redoutable, le Maroc éradique rapidement le terrorisme et retrouve sa stabilité antérieure.

Omar Mounir

C'est en tout cas la version officielle de cet événement qui a aujourd'hui disparu de la mémoire collective. Cependant, Omar Mounir, ancien professeur de la Faculté de droit de Casablanca, vient de publier un livre, *Les Attentats de Casablanca et le complot du 11 septembre*, dans lequel il expose les contradictions de la thèse des autorités marocaines. Replaçant cette vague d'attentats dans le contexte général de « guerre au terrorisme » et du conflit irakien, il propose une interprétation tout à fait différente de ces événements.

Des versions contradictoires

Dès les premières heures, les versions données aux médias sont très confuses, à la fois sur les cibles visées et sur le mode opératoire des terroristes. Pour le journal *Le Monde*, *« trois voitures piégées ont explosé respectivement près du consulat de Belgique, de l'hôtel Farah-Maghreb (ex-Safir) et du Cercle de l'alliance israélite, et une ou deux bombes ont explosé à la Casa Espana (Maison d'Espagne), le centre culturel hispanique, pourvu d'un restaurant très fréquenté »*. Dans son chapeau, le « quotidien de référence », se contredisant lui-même, explique que les attentats sont *« pour la plupart des attaques-suicides de kamikazes »*. Des kamikazes suffisamment amateurs pour rester à bord des voitures en stationnement qu'ils ont eux-mêmes piégées ? Dans le même article, le journaliste affirme qu'*« une bombe aurait été apportée à l'entrée de l'immeuble [de l'hôtel Farah-Maghreb] par un kamikaze à pied, selon un témoin »*. Le ministre marocain de l'Intérieur, Moustapha Sahel, explique que *« ces attentats portent la signature du terrorisme international »*. Selon lui, *« le but visé par les terroristes était de porter atteinte au processus démocratique au Maroc et à son "pluralisme" politique »*. Objectif atteint : dans les jours qui suivent, la police marocaine arrête de nombreux opposants issus des mouvements islamistes, alors même que le président du Parti de la justice et du développement, la branche politique de cette tendance, a qualifié ces attentats de *« crime terroriste sauvage »* [1].

Les enquêteurs ne s'attardent pas beaucoup sur les motivations éventuelles des terroristes. Ils se contentent d'une cassette sonore distribuée en février 2003 et attribuée à Oussama Ben Laden dans laquelle celui-ci affirmait que *« les musulmans doivent se mobiliser pour se libérer du joug de ces régimes apostats, asservis par l'Amérique. (...) Parmi les pays qui devraient être libérés figurent la Jordanie, le Maroc, le Nigéria, le Pakistan, le pays des deux saintes mosquées et le Yémen »* [2].

Selon la police, *« une dizaine de kamikazes ont trouvé la mort et trois suspects, tous de nationalité marocaine, ont été arrêtés »*. Parmi eux, figurerait un kamikaze blessé. Dans les jours qui suivent, la police identifie huit membres des cinq commandos et procède à une trentaine d'arrestations. L'enquête vise un groupe islamiste, Assirat Al-Moustaquim (Le Droit Chemin), une bande d'un

quartier populaire de Casablanca qui prône une application rigoriste de la loi coranique. Dans la foulée, le président états-unien, George W. Bush, offre son aide pour *« arrêter et traduire en justice les responsables »* des attentats. Une proposition qui suscite immédiatement une forte opposition populaire, Bush étant même qualifié de « pompier-incendiaire ». Puis, après avoir interpellé deux autres kamikazes survivants, la police marocaine arrête *« le coordinateur principal »* des attentats, mais celui-ci décède avant d'avoir été présenté à la justice, de « mort naturelle ». Il n'empêche, d'après les enquêteurs, les personnes déjà arrêtées ont permis d'identifier huit des quatorze kamikazes, et de connaître l'intégralité du fonctionnement du réseau.

Dans les jours qui suivent, c'est un suspect français qui est interpellé à Tanger. Ce dernier, Robert Richard Antoine Pierre, réside au Maroc depuis six ans et est rapidement soupçonné d'être un maillon essentiel du dispositif.

Simulacre de procès

Les suites judiciaires de l'affaire sont une véritable parodie de justice. Fin juin, une trentaine de Marocains arrêtés avant les attentats et soupçonnés d'appartenir à l'organisation clandestine « Salafia Jihadia » sont jugés... pour leur rôle dans l'opération de Casablanca ! Le procureur requiert contre eux la « peine maximale », donc la peine de mort pour une dizaine d'entre eux. Tous ont pourtant nié les faits à l'exception de Youssef Fikri, baptisé « l'émir du sang » par la presse. Le tribunal suivra malgré tout ces réquisitions [3].

Robert Richard Antoine Pierre
(Source : *Maroc-Hebdo*)

Quelques jours plus tard, alors que le ministre de la Justice Mohammed Bouzoubaa affirme que 700 personnes sont sous le coup de procédures judiciaires en raison de leur implication *« directe ou indirecte »* dans cette tragédie, le premier procès *directement* lié aux « attentats-suicides » s'ouvre à Casablanca. Les 52 suspects (qui seront bientôt 87) sont des membres de la Salafia Jihadia. Parmi eux, les trois kamikazes présumés rescapés. Ceux-ci sont d'ailleurs les seuls à être poursuivis pour leur rôle dans les attentats du 16 mai, les autres étant pour leur part soupçonnés d'avoir fomenté des projets similaires à Marrakech, Agadir et Essaouira. Ils sont jugés sur la base de la nouvelle loi antiterroriste, votée juste après l'attaque, en juin 2003 et appliquée rétroactivement [4]. Seul élément matériel retenu contre eux par l'accusation : *« plusieurs cassettes faisant, selon elle, l'apologie du jihad en Tchétchénie, en Palestine et en Afghanistan et que les inculpés auraient visionné en groupe avant le drame du 16 mai »* [5]. Au finale, quatre d'entre eux sont condamnés à mort et trente-neuf à la prison à perpétuité [6]. Un Français, Pierric Picard, arrêté et jugé dans le cadre de cette affaire, est acquitté.

Un troisième procès s'ouvre fin août. Il permet à la justice marocaine de s'intéresser au cas de Pierre Robert (également appelé Richard Robert et Didier Robert), un *« islamiste français »* arrêté à Tanger le 3 juin 2005 et accusé par le parquet de Rabat d'être *« le principal responsable de cellules terroristes*

constituées à Tanger, Fès (centre), Casablanca, et dans le nord du pays » [7]. Également visée, la Salafia Jihadia, dont le Français aurait été l' « émir ». Pierre Robert, qui comparait aux côtés de trente-trois islamistes salafistes marocains, affirme le 9 septembre 2003 qu'il a travaillé pour la DST française, pour le compte de laquelle il aurait infiltré la mouvance islamiste algérienne. Il aurait été impliqué dans *« le démantèlement d'un réseau de seize Algériens, Tunisiens et Marocains opéré conjointement dans cinq pays européens, dont la Belgique et la France, qui menaçaient, à travers des attentats à la bombe, la Coupe du monde 1998 ainsi que la cathédrale de Strasbourg »* [8]. *Le Quotidien d'Oran* rappelle d'ailleurs que *« la DST est concernée dans l'enquête de Casablanca, du fait que trois ressortissants français ont péri dans les attentats. Le lendemain des faits, quatorze agents de la DST sont arrivés au Maroc, dont les spécialistes de l'identification judicaire, des spécialistes en explosifs et des experts du laboratoire central, pour épauler leurs homologues marocains »*. Bien que le ministère français ait immédiatement démenti ces informations, les déclarations de Robert font sensation. Cela n'empêche cependant pas la justice marocaine de le condamner lourdement, malgré l'absence de tout élément matériel dans le dossier d'accusation. Le 29 septembre, il écope de la prison à perpétuité, tout comme deux autres prévenus. Les autres sont condamnés à des peines allant de trois mois à trente ans d'emprisonnement, tandis que deux seulement sont relaxés [9].

Ainsi se termine cette ténébreuse affaire. Avec cette dernière vague de condamnations, les autorités marocaines referment le dossier des attentats les plus meurtriers qu'a connus le Maroc, quatre mois seulement après qu'ils ont été commis. On ne sait pourtant rien, ni des motivations des auteurs, ni de l'idéologie de leur réseau, ni des cibles désignées, ni du mode opératoire. Tant sur le plan politique que matériel, ces attentats restent un mystère. Un mystère qu'Omar Mounir a choisi d'éclaircir.

Le choix des cibles

La première attaque a été commise dans le quartier de Sahat Al-Arsa, dans la vieille médina de Casablanca. Contrairement à ce qui deviendra plus tard la version officielle, l'attentat n'est pas réalisé par un commando de trois kamikazes, mais par un seul. Les trois autres victimes seraient simplement des passants, d'après les témoignages recueillis par l'hebdomadaire *TelQuel*. Les médias vont rapidement éclipser ce détail pour chercher à expliquer quelle était la cible du ou des terroristes. Selon eux, c'est le cimetière juif voisin qui était visé. Pourtant, comme le note Omar Mounir, *« le dernier enterrement remonte quand même à 1950 »* et l'explosion a eu lieu à plusieurs rues de son emplacement. Et l'auteur de s'étonner : *« Venir avec, apparemment, l'intention de faire sauter un cimetière ou l'on ne sait quoi et ne même pas savoir où il se trouve ! »*.
Concernant l'attaque du Centre de l'alliance juive, elle est réalisée, selon des témoignages également recueillis par *TelQuel*, par deux terroristes munis de bombes. La veille, les terroristes y auraient perturbé un banquet de 150 personnes. Ils ont préféré l'attaquer alors qu'il était désert, un vendredi soir de shabbat. La troisième cible visée est le restaurant « Le Positano », qui se trouve en face de l'ambassade de Belgique. Il est fréquenté par une bonne partie de la communauté juive de Casablanca, et se situe dans le quartier de la ville qui

compte le plus de synagogues. Il est également situé non loin de l'ambassade états-unienne. Mais là encore, les incohérences sont multiples : les terroristes se sont faits sauter, ou tout au moins les explosions ont eu lieu, à l'extérieur du restaurant et non à l'intérieur. Les victimes sont des passants, notamment un Français qui descendait de son véhicule. Aucun Juif ne pouvait être visé, puisque là encore, l'attentat a été perpétré le soir du shabbat.
Voilà pour les trois attentats « ratés », où les victimes sont principalement les auteurs eux-mêmes. Seuls quelques passants subissent, parfois de manière fatale, les conséquences de la « maladresse » des terroristes. L'attentat qui vise les intérêts espagnols au Maroc est bien plus meurtrier. Vers 22h30, trois terroristes pénètrent dans la Casa de España, qui comprend un restaurant et un club social espagnol subventionné par Madrid. L'attaque fait vingt-deux morts, dont un Italien, deux Espagnols et dix-neuf Marocains.
Enfin, le dernier attentat vise l'hôtel Farah. L'attaque fait trois morts : un kamikaze, un vigile et le concierge.

Quelle est la logique de ces attentats ? D'après l'AFP, *« les attaques (...) ont visé des cibles juives et des établissement fréquentés par des étrangers »*. Pourtant, *« la majorité [des victimes] sont des Marocains »* [10]. En ce qui concerne les « cibles juives », il semble que les attaques n'aient pas été réalisées dans le but de tuer, puisque les lieux choisis ne pouvaient pas être fréquentés par des Juifs ce soir-là. D'où l'hypothèse d'Omar Mounir : les terroristes *« voulaient avertir les Juifs et non pas les tuer, peut-être.... Les contraindre à quitter le Maroc pour Israël comme Sharon le leur demandera au lendemain des explosions »*.

Une seule cible peut être clairement identifiée : l'Espagne. Comme le note Omar Mounir, *« le Casa de Espana se trouvait dans le même bâtiment que la Chambre de commerce espagnole, non loin de la mission catholique ibérique de Saint François d'Assise, derrière le restaurant. L'État et l'Église espagnols étaient donc représentés ici »*. À quelques jours d'élections municipales cruciales pour le gouvernement Aznar, allié inconditionnel de Washington, celui-ci se retrouve ainsi confronté à un flot de critiques de José Luis Rodrigues Zapatero, qui l'accuse *« d'avoir placé l'Espagne sur la liste des objectifs du terrorisme international »* [11].

Liens avec Al-Qaïda

Au cours de leur enquête, les autorités marocaines vont désigner plusieurs groupes islamistes comme les responsables de l'organisation de ces attaques : Assirat Al-Moustaquim, puis la Salafia Jihadia. Deux organisations peu connues des spécialistes mondiaux du terrorisme. La presse évoque des connexions internationales multiples : le journal *Al-Ittihad Al-Ichtikari* affirme que *« au moins deux kamikazes résidaient en Égypte et aux Émirats et seraient arrivés au Maroc par avion en provenance de Londres et de Bruxelles »*. Le 5 juin, on apprend dans le *Washington Post* que les attentats étaient préparés depuis plusieurs mois et que l'ordre d'exécution a été donné par Abou Moussab Zarquaoui lui-même. Deux semaines plus tard, Al-Qaïda revendique les attentats *« par l'enregistrement vidéo d'un homme masqué qui a promis de nouvelles opérations suicides »*. Le même jour, le 23 juin, le journal *As Sabah* publie des informations selon lesquelles les attaques auraient été financées par *« un groupe de Marocains résidant en Grande-Bretagne, dans des pays*

scandinaves, en Suède et au Danemark ». Ce qui permet de rattacher l'opération aux réseaux du terrorisme international, et notamment la nébuleuse Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden. L'identité des kamikazes et leur origine sociale, abondamment diffusées dans la presse, vont pourtant totalement à l'encontre de cette théorie du complot. Venus des bidonvilles les plus défavorisés de Casablanca, les terroristes présumés étaient marchand ambulant, soudeur, poissonnier, ou encore gardien de parking. Un profil qui ne cadre pas avec la thèse des « agents infiltrés » soutenus de l'étranger... L'inexpérience des personnes choisies exclue également qu'elles aient pu mener ces attaques avec un timing aussi minutieux puisque les explosions se sont succédées, comme à Madrid, dans une plage horaire inférieure à 15 minutes.

À partir de ces éléments, l'auteur élabore deux hypothèses : pour lui, les « kamikazes » ont agi sous l'emprise de psychotropes, et leurs bombes étaient actionnées à distance. Une hypothèse qui a le mérite d'expliquer pourquoi les bombes déposées à l'hôtel Farah-Maghreb et au Cercle de l'alliance israélite ont explosé avant que les terroristes ne soient ressortis du bâtiment. Cela expliquerait aussi pourquoi les informations sur les explosifs et leur dispositif de mise-à-feu sont aussi contradictoires. En définitive, on ne sait toujours pas aujourd'hui quel type d'explosif a été utilisé, qui a assemblé les engins et comment ils étaient censés être déclenchés, plusieurs journaux évoquant des minuteries de mise à feu fixées à 5 minutes. Un mécanisme qui exclurait que l'on parle de « kamikazes », et n'explique pas pourquoi la plupart des bombes ont explosé à l'extérieur des cibles qu'elles étaient sensées détruire.

L'intérêt des islamistes à réaliser ces attentats reste par ailleurs l'objet de toutes les interrogations. L'opération a en effet eu lieu à quatre mois d'élections municipales pour lesquelles *« observateurs et politologues s'accordaient à dire [qu'elles] allaient être un raz-de-marée islamiste »*. La vague d'arrestations qui suit les attentats de Casablanca vise avant tout les figures les plus connues et les plus populaires de l'islamisme marocain, notamment Abdelbari Zemzmi, Mohamed Fizazik et de nombreux cadres du Parti de la justice et du développement (PJD), troisième formation politique au Parlement. Sous la pression, le mouvement ne présentera des candidats que dans 16 % des circonscriptions aux élections municipales. De ce point de vue, la vague de répression qui suit les attentats doit être comparée à celle qui suivit la victoire des islamistes algériens aux municipales de 1990, à la différence près qu'au Maroc les attentats ont permis d'agir avant le scrutin.

Parallèlement, l'invention du délit d'*« apologie de crime de terrorisme »*, qui permet de réprimer tout discours de contestation politique dont la virulence rappellerait celle d'organisations terroristes, permet aux autorités marocaines de déférer devant la justice plusieurs journalistes et directeurs de journaux. À l'unisson des « démocraties » occidentales après le 11 septembre, le Maroc a également adopté une législation antiterroriste ultra-sécuritaire peu de temps après les attentats.

Tous ces éléments ne permettent pas de mettre à jour les motivations des auteurs des attentats. Tout au plus réduisent-ils à néant la version officielle en démontrant une opposition complète entre l'amateurisme supposé des « kamikazes » fanatiques et la préparation méthodique que présuppose une

telle vague d'attaques simultanées. En renforçant l'assimilation des mouvements islamistes à la nébuleuse terroriste internationale érigée en nouvel ennemi par Washington, les attentats de Casablanca légitiment la guerre au terrorisme menée par les États-Unis depuis le 11 septembre 2001. L'absence de cohérence réelle dans le choix des cibles laisse pourtant supposer que l'objectif visé est encore largement inconnu du grand public. Tout comme les attentats de Madrid, qui surviendront neuf mois plus tard, les attentats de Casablanca doivent s'inscrire dans un agenda - ou au moins un contexte - dont la logique reste à déceler. Il est fort possible que la question du Sahara ex-espagnol, vieux sujet de discorde entre le Maroc et l'Algérie, y soit liée. Le 16 mai 2003, jour des attentats, le ministre des Affaires étrangères marocain, Mohammed Benaïssan, rencontrait Dick Cheney, Condoleezza Rice, Paul Wofowitz, Richard Armitage et le sous-Secrétaire d'État aux affaires du Proche-Orient, William Burns. Depuis près de trente ans, le Maroc occupe les deux tiers du Sahara occidental, une ancienne colonie espagnole. Depuis, il est confronté à une résistance armée du Front Polisario, qui prône l'autodétermination. Mais Rabat ne semble pas décidé à abandonner cette portion de territoire, riche en fer et en phosphate - voire en pétrole - et ce, malgré de nombreuses propositions de l'Organisation de l'unité africaine et de l'ONU.

Cette question est devenue une préoccupation première de Washington depuis 2002 et l'adoption de l' « Initiative Pan Sahel », lancée fin 2002 avec le Tchad, le Niger, la Mauritanie et le Mali pour *« assurer conjointement la protection des frontières, le suivi des mouvements de personnes, la lutte contre le terrorisme et la coopération régionale »*. Le tout avec un budget de 7 millions de dollars, avec une possibilité de réévaluation à hauteur de 125 millions dans les cinq ans à venir. Sous couvert de lutte contre Al-Qaïda et de son allié supposé, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat algérien, l'administration états-unienne a déjà considérablement accru son emprise militaire sur la région. Le Maroc aurait-il été sanctionné pour son intransigeance dans le dossier, qui bloque depuis des années le bon fonctionnement de l'Union du Maghreb arabe en polluant les relations entre Rabat et Alger ? Il est indiscutable en tout cas que les attentats de Casablanca sont arrivés au pire moment pour le pouvoir marocain, en pleine négociation diplomatique du nouveau plan Baker sur cette question. Ce plan prévoit notamment l'organisation d'un référendum au Sahara occidental d'ici à 2010, auquel tous les habitants de la région depuis fin 1999, qu'ils soient Marocains ou Saharaouis, seront autorisés à voter. Une proposition à laquelle le Maroc s'est opposé tandis que le Front Polisario y apportait son soutien, avec l'appui du Conseil de sécurité de l'ONU, fin juillet 2003.

---

[1] « Plusieurs attentats font au moins 24 morts à Casablanca », par Mohammed Chakir et Dominique Pettit, *Le Monde*, 18 mai 2003.

[2] « Fragile Maroc », *Le Monde*, 28 mai 2003.

[3] « Au Maroc, dix condamnations à mort dans le procès d'intégristes », *Le Monde*, 13 juillet 2003.

[4] « Au Maroc, début du premier procès lié aux attentats-suicides de Casablanca »,*Le Monde*, 22 juillet 2003.

[5] « Les inculpés de Casablanca nient en bloc », par Mounia Daoudi, RFI, 29 juillet 2003.

[6] « Maroc : Le procès des attentats de Casblanca débouche sur 4 condamnations à mort et 39 à perpétuité », *Quotidien du Peuple*, 29 août 2003.

[7] « Le procès de l'islamiste français Pierre Robert reprend au Maroc », *Le Monde*, 30 août 2003.

[8] « Le cerveau des attentats de Casablanca est un agent de la DST », *Le Quotidien d'Oran*, 9 septembre 2003.

[9] « L'"émir" français Richard Robert échappe à la peine capitale au Maroc », par Jean-Pierre Tuquoi, *Le Monde*, 20 septembre 2003.

[10] « Attentats au Maroc : le lien possible avec Al-Qaïda prend corps », AFP, 19 mai 2003.

[11] « L'Espagne, objectif du terrorisme », *Le Monde*, 20 mai 2003.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Escalade des menaces contre la Syrie

Analyse

Danielle Pletka de l'American Enterprise Institute franchit un pas. Dans le *Los Angeles Times*, elle réclame non seulement de chasser la Syrie hors du Liban, mais aussi de chasser le président Bachar El-Assad de Syrie. L'argument principal est celui de la « démocratie ethnique » : le président El-Assad est allouite, or les allaouites ne représentent que 12 % de la population syrienne, donc il ne peut gouverner ce pays. Si l'on appliquait le raisonnement de Mme Pletka aux États-Unis, cela donnerait : le président George W. Bush est méthodiste, or les méthodistes ne représentent que 4 % de la population états-unienne, donc il ne peut gouverner ce pays.

À propos de démocratie, Odisho Malko, président de l'assemblée nationale syrienne d'Irak, rapporte dans le *Guardian* que les Assyriens, qui résident principalement dans la zone kurde, ont été empêchés de voter, comme d'ailleurs les autres minorités (Turkmènes, Yezidis, Shabaks), et ne sont représentés ni au Parlement, ni au gouvernement. Il doit s'agir, là aussi, d'une application du principe de Mme Pletka : ces populations sont minoritaires, elles ne peuvent donc participer au gouvernement de leur pays.

Sur le même thème, le rabbin Dov S. Zakheim, ancien contrôleur financier du Pentagone, s'exprime avec franchise dans le *Los Angeles Times*. Certes, les États-Uns veulent des démocraties au Proche-Orient, mais pas n'importe lesquelles. Uniquement des démocraties qui leur soient favorables. Et, selon lui, cela passe probablement par un siècle de guerres.

Avec la même franchise, Charles Edel du Council of Foreign Relations précise dans le même quotidien que la politique étrangère US est d'abord définie en fonction d'intérêts nationaux. Le démocratie et autres valeurs sont des primes pour obtenir l'adhésion de l'opinion publique à cette politique.

Utilisant son droit de réponse, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, tente de rétablir l'image des Nations unies dans le *Wall Street Journal*. Le quotidien financier est en effet, devenu le support régulier d'attaques contre l'ONU. Au demeurant, la prochaine conférence de New York, consacrée à la réforme de l'organisation, devrait permettre à tout le monde de constater les carences de l'organisation, avant de se transformer en théâtre d'affrontement entre ceux qui veulent l'améliorer et ceux qui veulent la détruire.
Rappelons que l'un des objectifs de l'administration Bush II est de remplacer l'ONU par des pactes de type OTAN. Précisément, Jamie Shea, secrétaire-général adjoint de l'OTAN, a accordé un entretien à *Vremya Novostyey*.
M. Shea, qui s'est rendu célèbre pendant la guerre du Kosovo en intoxiquant quotidiennement la presse internationale, se livre à un nouvel exercice de contorsion intellectuelle. Il assure que l'OTAN, créée pour vaincre l'URSS, agit aujourd'hui dans l'intérêt de la Russie. D'ailleurs, si elle n'occupait pas l'Afghanistan, dont les Soviétiques ont été chassés, ce pays deviendrait une base-arrière de terroristes tchétchènes. Ce n'est pas très convainquant, mais admettons-le, l'exercice est difficile.

La période se veut détendue. Aussi le président polonais, Aleksandre Kwasniewski, explique dans *Die Welt* l'état de la querelle historique opposant son pays à l'Allemagne et à la Russie. La Pologne considère que la Seconde Guerre mondiale a été provoquée par l'Allemagne nazie et que l'URSS a été l'artisan principal de la victoire. Cependant, elle se souvient aussi du Pacte Ribbentrop-Molotov, puis du stalinisme, et, à ce double titre, elle considère la Russie comme co-responsable de ses malheurs.
De son côté, le prince Saud al-Faisal, ministre des Affaires étrangères saoudien, explique aux lecteurs du *Washington Post* qu'en matière de démocratie, son pays se hâte lentement. Les positions de Riyad et de Washington se sont rapprochées sur bien des sujets. En Arabie aussi, la période est à l'apaisement.

Enfin, dans le *Tageszeitung*, le commissaire européen à l'Élargissement, Olli Rehn, se félicite de l'avancée des candidatures roumaine et croate tout en listant les obstacles restant à résoudre. Une question particulièrement grave est celle de la comparution devant le Tribunal international de La Haye des criminels de guerre croates. Du coup, c'est l'avis du procureur Carla Del Ponte, considérée comme particulièrement proche du département d'État, qui sera décisif pour l'entrée de la Croatie dans l'Union européenne.

Réseau Voltaire

Danielle Pletka

Danielle Pletka est vice-présidente chargée des questions d'affaires étrangères et de défense de l'American Enterprise Institute.

« Chasser Bachar El Assad à la fois du Liban et de la Syrie »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Toss Bashar Assad Out of Both Lebanon and Syria », par Danielle Pletka, *Los Angeles Times*, 25 février 2005.

Si la Syrie est, comme beaucoup le croient responsable de la mort de Rafic Hariri, ce ne sera qu'une ligne de plus dans une longue liste de crimes. Il est évident que la liberté ferait un grand pas si nous chassions les Assad du Liban, mais aussi de la Syrie, un pays que cette clique de politiciens allaouites domine bien que les allaouites ne représentent que 12 % de la population.

La Syrie occupe le Liban depuis les années 70 et le monde a laissé faire car l'occupation était préférable au chaos, même si le Hezbollah semait la terreur dans le pays avec le soutien de la Syrie. Pourtant aujourd'hui, avec son soutien au terrorisme et son trucage des élections libanaises, la Syrie a réussi à provoquer à la fois la colère des États-Unis et de la France. L'assassinat d'Hariri devrait rallier à ce duo les États arabes contre les Assad. Depuis ce crime, la Syrie et le gouvernement libanais refusent une enquête internationale concernant cet assassinat et Damas et le Hezbollah agitent la menace du retour de « l'instabilité » au Liban. En réalité pour que le Liban soit vraiment stable, il faudrait un retrait syrien, un désarmement du Hezbollah et le départ des services de renseignement militaires syriens.

Toutefois, les États-Unis et la France ne peuvent se contenter d'une libération du Liban, il faut une libération de la Syrie. Il faut accroître la pression contre les Assad en demandant la participation des gouvernements arabes sunnite et du gouvernement chiite d'Irak. Dans les années 80, les États-Unis ont voulu libérer le Liban et sont partis après la mort de 244 marines. Nous devons réessayer en nous appuyant sur l'opposition libanaise.

Odisho Malko

Le Dr. Odisho Malko est président de l'assemblée nationale assyrienne d'Irak.

« Pas de vote à Ninive »

Source : The Guardian
Référence : « No votes in Nineveh », par Odisho Malko, *The Guardian*, 23 février 2005.

Notre peuple, les Assyriens, les habitants originels de l'Irak, a été floué lors des dernières élections. Comme à d'autres groupes minoritaires en Irak (Turkmènes, Yezidis, Shabaks), on nous avait promis la démocratie, mais nous attendons toujours les urnes. Nos droits ont été bafoués par des gens que nous devrions mieux connaître car nous partageons leur expérience de la répression sous Saddam Hussein.
Nous n'avons aucun représentant à l'assemblée irakienne. Depuis la chute de Saddam Hussein, les Assyriens chrétiens sont victimes d'un nettoyage ethnique de basse intensité. On a empêché de voter entre 200 000 et 400 000 d'entre nous. Six villes n'ont pu voter dans la région où nous sommes encore un nombre significatif. Pourtant, les médias occidentaux ne l'ont pas noté. Cette situation a également touché les Turkmènes et a rendu la Turquie si furieuse que le dirigeant de l'opposition turque Bulent Ecevit a appelé à une action militaire pour les protéger.
Beaucoup de promesses ont été faites aux Assyriens par les Britanniques, mais elles n'ont jamais été tenues. Face à notre situation, la Grande-Bretagne doit agir.

Dov S. Zakheim

Ancien lobbyiste pour le complexe militaro-industriel états-unien, le rabbin Dov S. Zakheim est ancien Contrôleur et Directeur financier du Pentagone (2001-2004). Il est membre de la Heritage Foundation, du Council on Foreign Relations et membre, comme James Woolsey, du conseil d'administration du cabinet Booz Allen Hamilton.

« Prudence avec ce que vous espérez »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Careful What You Wish For », par Dov S. Zakheim, *Los Angeles Times*, 27 février 2005.

La réussite des élections en Palestine et en Irak et des élections locales en Arabie saoudite s'accompagne de manifestations à Beyrouth qui rappellent celles de Kiev. Pourtant, dans aucun de ces endroits, nous n'avons d'assurance sur la pérennité de ces démocraties. Après tout, des élections ont déjà eu lieu par le passé en Irak et elles ont été suivies par une succession de dictatures affreuses. Aujourd'hui, le Premier ministre probable en Irak, Ibrahim Jafari est un membre du gouvernement provisoire irakien nommé par les États-Unis, mais il est également proche de l'Iran et on ne sait pas dans quelle direction il va aller. Notons également que l'Iran a été une démocratie au début du XXème siècle et que le Liban l'a été pendant 30 ans avant la guerre civile.
Pourquoi la démocratie ne s'est elle jamais implantée durablement dans la région ? Il existe d'abord une tradition de corruption et d'autoritarisme issue de

la domination ottomane, ensuite, il y a une tradition de relation personnelle entre dirigeants et population dans le monde arabe et enfin l'islam n'a jamais connu de réforme progressiste comme a pu le connaître le christianisme et sur laquelle une réforme démocratique peut s'appuyer.
Même si la démocratie prenait racine au Proche-Orient, rien ne dit que ces démocraties nous seraient favorables. Or, soyons honnêtes, nous ne voulons pas simplement des démocraties, nous voulons des démocraties qui nous sont favorables. Rappelons nous que quand la France a voulu exporter la démocratie après sa révolution, elle a entraîné l'Europe dans 130 ans de guerre.

Charles Edel

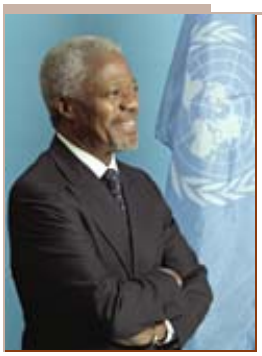
Charles Edel est chercheur spécialisé dans la politique étrangères des États-Unis au Council on Foreign Relations.

« Exporter la démocratie n'est pas pour les naïfs »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Exporting Democracy Is Not for the Naive », par Charles Edel, *Los Angeles Times*, 27 février 2005.

Sergueï Ivanov a déclaré récemment : « la démocratie n'est pas une pomme de terre qu'on peut transplanter d'un potager à un autre ». George W. Bush lui a répondu par anticipation en citant son philosophe préféré, Natan Sharansky : « la sécurité de la population aux États-Unis dépend du niveau de liberté dans les autres pays car les démocraties sont pacifiques ».
Ce débat n'est pas nouveau aux Etats-Unis. Déjà, dans les années 1820, il y avait des débats sur le soutien à apporter aux Grecs contre l'Empire ottoman. À cette occasion, le secrétaire d'État John Quincy Adams s'était opposé à une intervention militaire car il ne souhaitait pas que les États-Unis prennent la tête d'une croisade mondiale pour la démocratie. Monroe ne soutint donc que formellement les Grecs. La question se posa à nouveau quand Simon Bolivar demanda aux États-Unis de reconnaître les nouvelles Républiques sud-américaines. Les États-Unis refusèrent d'abord, puis soutinrent les nouvelles républiques après avoir envahi la Floride et commencé à faire du commerce avec elle, alors que la Russie et la France menaçaient d'intervenir.
À chaque fois, les États-Unis ont agit en fonction de leur intérêt national. Au Proche-Orient, les intérêts nationaux et la démocratisation vont de pair, mais cela ne veut pas dire que les États-Unis soutiendront la démocratie ailleurs. En fait, une politique étrangère qui lie intérêt national et valeurs nationales a plus de chance d'obtenir le soutien populaire. C'est le sens du discours de George W. Bush.

Kofi Annan



Kofi Annan est secrétaire général de l'Organisation des nations unies (ONU).

« Notre mission demeure vitale »

Source : Wall Street Journal
Référence : « Our Mission Remains Vital », par Kofi Annan, *Wall Street Journal*, 22 février 2005.

Lors de l'année écoulée, j'ai lu de nombreuses attaques contre l'ONU, et notamment dans ce quotidien. Elles m'ont attristé car j'ai servi l'ONU toute ma vie et j'ai travaillé et travaille encore à corriger toutes ses imperfections. Je crois en l'importance de cette tâche car une ONU forte est vitale pour l'humanité. Quand les États-Unis ont voulu former un groupe d'États pour lutter contre les effets du tsunami, ils ont fini par se tourner vers l'ONU car cette organisation avait déjà les capacités et les compétences les plus adaptées pour faire face à ce type de drames, mais également parce que cette compétence étaient reconnus par les pays qui avaient besoin d'aide. L'Irak est un autre exemple de l'importance de l'ONU bien que la guerre qui s'y est déroulé à fait perdre foi en l'organisation aussi bien à certains qui étaient favorables à la guerre qu'à certains de ceux qui s'y opposaient. Pourtant, quand les États-Unis ont voulu constituer un gouvernement intérimaire irakien, ils se sont tournés vers l'ONU, nous avons également participé à l'organisation des élections et nous allons aider à la rédaction de la constitution. Comme l'ONU n'a pas approuvé la guerre, elle dispose d'une légitimité auprès de certains groupes en Irak qui fait défaut à la Coalition. Je pourrais également parler des 18 opérations de maintien de la paix que l'ONU mène et des dizaines de millions de personnes qui vivent grâce à notre action.

Quand on accuse l'ONU de mal faire, peut-être serait-il bon de regarder d'abord l'action des États membres. Bien sûr, l'ONU n'est pas parfaite même si certaines accusations portées contre elle, comme le scandale du programme « pétrole contre nourriture », se sont révélés largement exagérées. Je suis décidé à engager les réformes nécessaires pour être plus efficace et mieux réagir aux problèmes mondiaux. La population mondiale doit comprendre que l'ONU peut les aider. Pour cela, il faudra profiter de la conférence de New York de septembre pour réorganiser les Nations unies.

Jamie Shea

Ancien porte-parole de l'OTAN (1993-2000), Jamie Shea est Secrétaire général adjoint délégué pour les relations extérieures au sein de la Division Diplomatie publique de l'OTAN.

« Les informations sur l'OTAN doivent parvenir à la Russie profonde »

Source : Vremya Novostyey
Référence : « ••••••••••• • •••• •••••• ••••••• ••••••••••• •••••••• », par Jamie Shea, *Vremya Novostyey*, 28 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

L'image de l'OTAN en Russie s'est améliorée. La coopération renforcée de la Russie avec l'Alliance, dictée par la lutte contre le terrorisme, les extrémismes religieux et la propagation des armes de destruction massive, doit continuer. Il y a un mythe qu'on entend souvent, « l'association Russie-OTAN n'a pas d'avenir », c'est une survivance du passé, l'esprit humain a tendance à préférer la stagnation. Nous avons des objectifs ambitieux avec la Russie, comme des opérations communes de maintien de la paix. La réalisation de ces projets permettra à la société russe de voir que nous aspirons à des relations stables. Nous allons améliorer l'image de l'OTAN dans la Russie profonde, et pas seulement à Moscou et Saint-Petersbourg. Nous sommes un véritable partenaire pour votre sécurité. L'OTAN est sortie de son terrain d'action traditionnel, en Afghanistan par exemple, et c'est dans l'intérêt de la Russie. Si nous n'y étions pas présents aujourd'hui, il y aurait beaucoup plus de camps d'entraînement de terroristes.
La situation dans les Balkans n'est pas idéale, mais nous avons stoppé les violences inter-ethniques. La situation aujourd'hui n'est en rien comparable avec celle de l'époque des massacres de Srebrenica, nous avons empêché la guerre civile en Macédoine, les Bosniaques combattent uniquement sur des stades de football et les leaders serbes nous rendent visite toutes les semaines. Plus de trois millions de réfugiés sont rentrés chez eux et l'intégration à l'Europe a commencé, la Slovénie est déjà membre et la Croatie commencera les négociations en mars. Je pense que les récents évènements au Kosovo, étaient un signal adressé à la communauté internationale pour qu'elle ne retire pas ses casques bleus et qu'elle s'attelle à régler les problèmes. Même les Albanais se sont fait peur eux-mêmes et ils collabore désormais consciencieusement avec les autorités. La visite du président de Serbie Boris Tadic au Kosovo, la première depuis 1999 est l'heureux annonciateur de la stabilité pour la région.

Aleksander Kwasniewski

Aleksander Kwasniewski est président de la République polonais.

« C'est une erreur de relativiser l'Histoire »

Source : Die Welt
Référence : « Wer Geschichte relativiert, macht einen Fehler », par Aleksandre Kwasniewski, *Die Welt*, 28 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je répète ce que j'avais déjà dit à Varsovie en 2003 : « Tous les Polonais, quel que soit leur parti, doivent travailler sans dissociation pour l'Europe ». Je crois que nous avons réussi à convaincre même le plus sceptique des paysans polonais, qui reçoit de conséquentes subventions. Je crois que nous sommes le seul pays pour lequel 90 % des demandes de subventions ont abouti. Nous avons des forces populistes anti-européenes et d'autres qui gagnent des points dans les sondages parce qu'elles sont contre le gouvernement et contre tous les changements opérés dans notre pauys depuis 15 ans. Mes pronostics concernant la constitution sont : 65 % pour et 25 à 30 % contre.

Je suis heureux que la « révolution orange » se soit si bien déroulée. Je ne me prononcerai pas sur une date mais je l'affirme haut et fort : l'Ukraine a sa place dans l'Union européenne. J'ai vu l'enthousiasme des simples gens ukrainiens et j'espère que les Allemands leur seront favorables. Ils ont deux expériences à partager avec les Ukrainiens, la transformation de l'ancienne RDA et la construction d'une forte implication au sein de l'Europe. J'ai l'impression que le président Köhler et le chancelier Schröder sont conscients de la difficulté du processus, mais qu'il faut expliquer sincèrement cette perspective aux Ukrainiens.

Je vais prendre part aux commémorations de la fin de la plus sanglante guerre de l'Histoire de l'humanité, le 9 mai à Moscou. Il s'agit de la victoire sur le fascisme. Je n'aurais pas participé à une commémoration de Yalta ou du pacte Ribbentrop-Molotov, ce pacte qui signifiait de-facto partage et occupation de la Pologne par deux grandes puissances, l'Allemagne nazie et l'Union Soviétique.

Je comprends bien la position des pays baltes vis à vis de ces évènements dramatiques. Le nouveau partage de l'Europe, dont parle George W. Bush, auquel les Américains ont participé à l'époque, a refusé à beaucoup d'Européens la liberté de décider de leur destin. Beaucoup de pays ont été occupés, même si ce n'est pas directement, et tout cela doit être dit. Vladimir Poutine a l'occasion de faire valoir l'énorme sacrifice de la nation russe pour la victoire, mais il doit aussi admettre ce qui a eu lieu après la guerre. Nous attendons une reconnaissance morale de ce qui s'est passé. L'Allemagne nazie a commencé la guerre, cette vérité ne doit en aucun cas être relativisée, tout ce qui s'est passé ensuite en découle. Quand nous aurons l'impression qu'il n'y aura plus de volonté de relativiser quoi que ce soit, alors nous pourrons parler des expulsions et des compensations. Ma mère est née à Vilnius, j'ai un document du NKVD sur la migration forcée, ce sont des sujets sensibles. Nous sommes désormais réunis dans l'Union européenne et au sein de l'OTAN et c'est historique, nous devons entretenir un sentiment de confiance et de sécurité.

Je pense que l'ONU a plus besoin de réformes que l'OTAN, cette dernière peut

être transformée sans la réformer en profondeur.

Saud al Faisal

Le Prince Saud al Faisal est ministre des Affaires étrangères saoudien.

« Les changements dans le royaume, à notre rythme »

Source : Washington Post
Référence : « Changes in the Kingdom -- on 'Our Timetable' », par Saud al Faisal, *Washington Post*, 27 février 2005.

Les femmes doivent prendre une part plus active dans notre société, mais cela doit se faire graduellement. Ainsi, des femmes travaillent désormais au ministère des Affaires étrangères et elles devraient pouvoir voter lors des prochaines élections.

Suite à la mort d'Hariri, la population libanaise a exprimé sa colère et les gouvernements syriens et libanais doivent faire la lumière sur ce qui s'est passé. Ils ont accepté une enquête internationale, c'est une bonne première étape. Les faits dans cette affaires sont que Rafic Hariri a été tué et qu'il y a des troupes syriennes au Liban. C'est pourquoi la Syrie doit expliquer ce qui s'est passé tout comme le gouvernement libanais. Je pense qu'il faut une application des accords de Taëf.

En Irak, il faudra que la constitution respecte l'unité du pays et les droits des minorités. Je crois qu'un consensus national peut être trouvé. Je souhaite un Irak uni et les Irakiens disent aujourd'hui que pour cela, il faut que les États-Unis restent dans le pays. Je ne sais pas par contre si les États-Unis peuvent vaincre Al Qaïda.

En Palestine, nous avons de nombreux contacts avec le gouvernement de Mahmoud Abbas et nous sommes le premier donateur à l'Autorité palestinienne. Nous pensons que si Israël se retire de Gaza et cesse les attaques contre les Palestiniens, on pourra avancer. L'Arabie saoudite a fait une proposition de résolution qui vise à une paix totale dans toute la région avec un retour aux frontières de 1967 et une reconnaissance d'Israël par tous les pays de la région.

Les États-Unis et l'Arabie saoudite ont toujours de bonnes relations. Elles sont presque revenues au niveau de concorde que nous avions avant le 11 septembre. Les États-Unis ont compris que nous combattons le terrorisme et que, contrairement à ce qu'affirment de pseudo-experts, nous ne sommes pas des extrémistes. Notre seul tort a été de ne pas avoir pris suffisamment en compte les Moudjahidines à leur retour d'Afghanistan.

En ce qui concerne la nucléarisation de l'Iran, nous voudrions que cette question soit traitée à un niveau régional en tenant compte de la détention d'armes atomiques par Israël.

Olli Rehn

Ancien conseiller du Premier ministre de Finlande, Olli Rehn est commissaire européen à l'Élargissement dans la Commission de José Manuel Barroso. Chroniqueur pour plusieurs journaux et magazines depuis 1985, il est aussi l'auteur de *The Comeback of History : Rebounds of Liberalism in Europe since 1989*.

« La Roumanie connait de graves problèmes »

Source : Die Tageszeitung
Référence : « Rumänien hat schwere Probleme », par Olli Rehn, *Die Tageszeitung*, 28 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Deux candidats à l'adhésion à l'Union européenne nous posent des soucis : la Roumanie qui doit signer le Protocole d'entrée fin avril connaît de sérieux problèmes. Il y a peu de progrès concernant la justice ou l'environnement. Nous n'avons pas pu conclure la négociation, mais avons introduit un mécanisme de contrôle plus serré. Le nouveau gouvernement fait beaucoup, notamment en matière de lutte contre la corruption et de réforme du système juridique. Si tout va bien la Roumanie pourra adhérer en 2007, mais nous pouvons très bien décaler d'un an si tous les critères ne sont pas réunis.

Bien que la collaboration avec le tribunal de La Haye ne soit pas satisfaisante, je souhaite commencer les négociations avec la Croatie le 17 mars, cela constituera un signal positif pour les autres pays des Balkans. La Commission est cependant garante des traités et conclusions du conseil. La Croatie doit donc collaborer avec le tribunal. Le général Gotovina doit comparaître à La Haye. Le gouvernement croate a lancé un avis de recherche, on dirait qu'il fait des efforts. Nous prendrons une décision en fonction de ce que le procureur Carla Del Ponte émettra comme avis début mars.

J'ai affirmé il y a peu que les frontières de l'Europe ne sont pas géographiques, mais définies par des valeurs communes. Le traité de l'Union le stipule : tout pays européen peut prétendre à une adhésion, l'essentiel étant que la population le souhaite. C'est le cas en Turquie, mais pas en Suisse, bien que ce dernier État satisfasse plus aux critères politiques, juridiques et économiques d'entrée que la Turquie. L'élargissement n'est pas sans limite. L'Union européenne a rejeté la candidature du Maroc dans les années 80. Actuellement, nous nous occupons uniquement de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Croatie, des pays des Balkans restants et de la Turquie.

Pour ce qui est de la Turquie, nous sommes sur le point de signer le Protocole d'Ankara, qui reconnaît l'existence de la partie grecque de Chypre comme État. J'espère que le gouvernement turc le paraphera avant ma venue en mars. Ce Protocole doit ensuite être adopté et signé par le Parlement et le gouvernement, cela peut durer des mois.

Quand CNN affirmait qu'aucun avion ne s'était écrasé sur le Pentagone

Le journaliste de CNN spécialisé dans les questions militaires Jamie McIntyre, qui possède un bureau au Pentagone et se trouvait sur place le matin du 11 septembre 2001, rapporte face à la caméra ses premières impressions après une inspection visuelle méticuleuse du lieu de l'impact. Voici la séquence vidéo de son témoignage à chaud, sa transcription et la traduction française de cette transcription.

Pour visualiser la séquence vidéo, voir la page internet :
http://www.reseauvoltaire.net/article16387.html

▶ Transcription en Anglais de la séquence :

JAMIE MCINTYRE : *« From my close-up inspection, there's no evidence of a plane having crashed anywhere near the Pentagon.*
The only sight is the actual side of the building that's crashed in. And as I said, the only pieces left that you can see are small enough that you pick up in your hand. There are no large tail sections, wing sections, fuselage, nothing like that anywhere around which would indicate that the entire plane crashed into the side of the Pentagon and then caused the side to collapse.
Even though if you look at the pictures of the Pentagon you see that the floors have all collapsed, that didn't happen immediately. It wasn't until almost about 45 minutes later that the structure was weakened enough that all of the floors collapsed. »

▶ Traduction française de cette transcription :

JAMIE MCINTYRE : *« D'après mon inspection rapprochée, il n'y a aucune preuve du crash d'un avion à un quelconque endroit près du Pentagone.*
Tout ce qui est visible, c'est la façade du bâtiment qui est enfoncée. Et comme je l'ai dit, les seuls débris sur place sont assez petits pour être ramassés à la main.
Il n'y a ni sections d'ailes importantes, ni sections d'ailes, de fuselage, rien de tel dans les environs, ce qui indiquerait que l'avion tout entier s'est encastré dans la façade du Pentagone et en a provoqué l'effondrement.

Même si lorsque vous regardez les images du Pentagone vous voyez que les étages se sont tous effondrés, cela ne s'est pas produit immédiatement. Ce n'est qu'environ 45 minutes plus tard que la structure était suffisamment fragilisée pour tous les étages s'effondrent. »

On constate ainsi que le matin du 11 septembre 2001, CNN affirmait qu'il n'existait aucune preuve sur place qu'un avion s'était écrasé sur le Pentagone. Pourtant, 3 jours plus tard Jamie McIntyre affirmait catégoriquement qu'il s'agissait bien d'un avion.

RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html